

PROCÈS-VERBAL –SÉANCE RÉGULIÈRE DU CONSEIL D’ADMINISTRATION D’ÉTABLISSEMENT
18 FÉVRIER 2026 – 19 H
SALLE AR-90

Nom	Prénom	Fonction	Présence	Absence	Ordre du jour
Brunelle	André	Membre ayant la compétence en ressources humaines	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	1. Adoption ordre du jour 2. Période de questions du public (procédure publiée) 3. Adoption du procès-verbal de la séance tenue le 10 décembre 2026 4. Mot du président du conseil d’administration d’établissement 5. Mot du président-directeur général 6. Nouvelle composition et fonctionnement des comités 6.1. Création comité - Mission nationale et partenariats 6.2. Composition revue des membres des différents comités du CAÉ. 7. Nomination de la présidente du comité de révision 8. Présentation du calendrier du cycle de gestion 9. Plan d’action stratégique 2025-2028 – Jalon 2 10. Plan d’établissement 11. Points d’information 11.1. Compte rendu du comité de vigilance et de la qualité 11.2. Compte rendu du comité de soutien à la gouvernance 11.3. Compte rendu du comité sur la mission universitaire 11.4. Activités de la Fondation 12. Période de huis clos entre les administrateurs 13. Levée de la séance
Bourbonnais	Caroline	Membre ayant l'expertise dans le milieu des affaires	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Boyer	Jean-Marc	Usager de l’établissement ou personnes représentant les intérêts de l’ensemble des usagers	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Brabant	Carolle	Usager de l’établissement ou personnes représentant les intérêts de l’ensemble des usagers	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Couette	Alain	Membre ayant la compétence en ressources immobilières ou informationnelles	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Gauvin	Alexandrine	Membre représentant le personnel et les autres personnes exerçant leurs activités au sein de l'établissement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Geneau	Benoit	Membre d’office - PDG	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Goyette	Michèle	Membre ayant la compétence en gouvernance, en performance, en gestion de la qualité ou en éthique	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Lafrenière	Kamy	Usager de l'établissement désigné par le comité des usagers de l'établissement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Ostiguy	Lison	Membre ayant la compétence en gestion des risques, en finance ou en comptabilité	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Rousseau	Louis	Membre représentant les établissements territoriaux desservis par l'établissement autre que territorial	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Fontaine	Nathalie	Membre représentant le milieu de l'enseignement et de la recherche	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Bourassa-Forcier	Mélanie	Membre représentant le milieu de l'enseignement et de la recherche	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Gagnon	Claudia	Représentante désignée par Fondation	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Le Blanc	Myriam	Membre représentant le personnel et les autres personnes exerçant leurs activités au sein de l'établissement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Veilleux	Nelson	Membre ayant l'expertise dans les organismes communautaires	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Song	Ying Hua	Membre représentant le personnel et les autres personnes exerçant leurs activités au sein de l'établissement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Population					
Aucune participation					

#	RÉSUMÉ DES DISCUSSIONS	
1.	ORDRE DU JOUR L'ordre du jour est approuvé tel que présenté.	
2.	PÉRIODE DE QUESTIONS DU PUBLIC Aucune question n'est adressée par le public.	
3.	ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE TENUE LE 12 NOVEMBRE 2025 Le procès-verbal est conforme aux discussions.	
4.	MOT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION D'ÉTABLISSEMENT Le président souligne et remercie la contribution de monsieur Jean-Marc Boyer et celle de madame Michèle Goyette, qui ont remis leur démission dernièrement. Chacun, à la mesure de leurs moyens, a apporté une contribution significative à la démarche et aux travaux du conseil d'administration d'établissement et de leurs comités. Le président informe le conseil que des démarches sont en cours afin d'identifier une relève pour ces postes.	
5.	MOT DU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL Le président-directeur général a souligné le succès marqué de l'activité du 30 janvier intitulée « <i>La non-responsabilité criminelle : démystifier le verdict et ses impacts</i> », organisée par Forensia, qui a réuni plus de 600 participants. Il a salué la qualité du contenu, l'excellente logistique et l'engagement de son équipe, exprimant sa fierté devant le rayonnement de l'Institut auprès de partenaires provenant de divers secteurs, dont le réseau de la santé et le milieu policier. Il a également annoncé un prochain événement prévu le 25 mars sur le thème du rétablissement et de la violence, déjà très populaire avec près de 200 inscriptions. Ces activités s'inscrivent pleinement dans la mission de transfert de connaissances de l'Institut et contribuent à la déstigmatisation des personnes desservies, en favorisant leur acceptation et leur intégration dans la communauté. Le PDG a ensuite présenté plusieurs changements organisationnels récents. Le Dr Mathieu Dufour a été nommé DMSP adjoint et jouera un rôle clé dans le développement du bureau du responsable de l'hôpital, tant à l'Institut qu'à l'échelle provinciale. Un nouveau poste de directeur des services multidisciplinaires de santé et des services sociaux a été créé et confié à monsieur Marc-Antoine Leblanc, avec un mandat transversal axé sur le développement des pratiques, la qualité et la coresponsabilité du mandat national. Par ailleurs, la fonction de directeur des soins infirmiers a été redéfinie pour inclure la sécurité et les mesures d'urgence. Le départ à la retraite du DGA, monsieur Alain Bouchard, a été annoncé ; le poste est converti en Directeur des services administratifs et est actuellement en affichage. M. Bouchard demeurera toutefois impliqué à titre de consultant afin d'assurer une transition harmonieuse et soutenir l'accompagnement de la relève. Le départ prochain de la directrice des ressources humaines, madame Élisabeth Keskinbicak, a également été mentionné, en soulignant sa contribution importante au sein de l'Institut.	

#	RÉSUMÉ DES DISCUSSIONS	
	<p>Sur le plan financier, il a été précisé que, malgré une cible budgétaire très ambitieuse de réduction de 6 %, l'organisation a réussi à diminuer ses dépenses administratives d'environ 1,7 M\$, soit un peu plus de 2 %, sans affecter les soins, tout en réduisant près de 28 000 heures. Ces efforts ont permis de redresser la situation financière et de passer du déficit à l'équilibre, un résultat salué comme un accomplissement majeur pour l'organisation.</p> <p>Enfin, un retour très positif a été fait sur la visite d'agrément tenue du 8 au 12 décembre, qui s'est soldée par un taux de conformité dépassant 98 %, avec certains secteurs, dont les cliniques externes, atteignant 100 %. Le PDG a souligné le travail d'équipe remarquable et le leadership exercé par madame Jean-Gilles dans la coordination de cette démarche exigeante.</p> <p>L'agrément, bien que contraignant, a été présenté comme un outil essentiel d'évaluation et d'amélioration continue, témoignant de la qualité des services offerts par l'Institut.</p>	
6.	<p>NOUVELLE COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT DES COMITÉS</p> <p>6.1. Création comité - Mission nationale et partenariat</p> <p>La nouvelle composition et le fonctionnement des comités ont été discutés en séance plénière. Il a été convenu de procéder à la création du comité : <i>Mission nationale et partenariat</i>, conformément au libellé proposé, tout en laissant place aux enrichissements issus des échanges tenus.</p> <p>6.2. Composition revue des membres des différents comités du CAÉ</p> <p>Le conseil d'administration d'établissement a également entériné la proposition de composition présentée, en tenant compte des ajustements discutés collectivement. Dans ce contexte, Madame Fontaine demeure membre du comité de la mission universitaire et maintient son engagement au comité de la vigilance et qualité, cette participation étant toutefois sujette à révision. Il est à noter que le président du conseil d'administration est membre invité aux comités du CAÉ.</p> <p>Voici la composition des comités :</p> <p>Comité soutien à la gouvernance</p> <ul style="list-style-type: none"> • André Brunelle, président • Carolle Brabant, présidente du CVQ • Lison Ostiguy, présidente du CMNP • Caroline Bourbonnais, présidente du CMU • Alain Couette, président du CAADO • Benoit Geneau, président-directeur général, membre d'office <p>Comité des affaires administratives et du développement organisationnel</p>	

#	RÉSUMÉ DES DISCUSSIONS	
	<ul style="list-style-type: none"> • Alain Couette, président • Ying Hua Song, membre du CAÉ • Carolle Brabant, membre du CAÉ • Benoit Geneau, président-directeur général, membre d'office <p>Comité de vigilance et de la qualité</p> <ul style="list-style-type: none"> • Carolle Brabant, présidente • Benoit Geneau, président-directeur général, membre d'office • Kamy Lafrenière, membre d'office • Gabrielle Alain-Noël, CLPQS, membre d'office • Nathalie Fontaine, membre du CAÉ <p>Comité mission nationale et partenariat</p> <ul style="list-style-type: none"> • Lison Ostiguy, présidente • Nelson Veilleux, membre du CAÉ • Louis Rousseau, membre du CAÉ • Alexandrine Gauvin, membre du CAÉ • Benoit Geneau, président-directeur général, membre d'office <p>Comité mission universitaire</p> <ul style="list-style-type: none"> • Caroline Bourbonnais, présidente • Mélanie Bourassa Forcier, membre du CAÉ • Claudia Gagnon, membre désignée par la Fondation • Myriam Leblanc, membre du CAÉ • Nathalie Lafontaine, membre du CAÉ • Benoit Geneau, président-directeur général, membre d'office 	
7.	<p>NOMINATION DE LA PRÉSIDENTE DU COMITÉ DE RÉVISION</p> <p>À la suite du départ de Madame Goyette qui assumait la présidence du comité de révision, les membres du CAÉ ont été sollicités pour occuper cette fonction. Me Mélanie Bourassa Forcier a manifesté son intérêt pour assumer ce rôle, qu'elle a déjà exercé au sein d'une autre organisation. Monsieur Geneau informe les membres de sa nomination qui a été accueillie favorablement.</p>	
8.	<p>PRÉSENTATION DU CALENDRIER DU CYCLE DE GESTION</p> <p>Le calendrier prévoit un minimum de cinq rencontres formelles du CAE par année, avec la possibilité d'en tenir des spéciales au besoin. Il est aussi suggéré que certains comités ou conseils viennent faire des présentations au CAE, en se limitant toutefois aux comités pour</p>	

#	RÉSUMÉ DES DISCUSSIONS	
	<p>lesquels une reddition de comptes est exigée par la loi. Les membres sont en accord avec le calendrier de gestion proposé qui pourra être ajusté si requis.</p>	
9.	<p>PLAN D’ACTION STRATÉGIQUE 2025-2028 – JALON 2</p> <p>Le président-directeur général met en contexte la transition actuelle suite au plan stratégique de Santé Québec. Jusqu’à présent, l’établissement fonctionnait avec un plan stratégique interne bien structuré et suivi annuellement, notamment à travers la reddition de comptes au CAÉ. Or, Santé Québec demande à l’ensemble des établissements d’y arrimer leurs actions, en identifiant des initiatives locales permettant d’atteindre les objectifs provinciaux. Cette situation nous amène temporairement à cohabiter avec deux plans stratégiques.</p> <p>L’Institut a entrepris un exercice de transition vers un plan d’établissement unique, qui intégrera pleinement les orientations et les indicateurs stratégiques de Santé Québec, tout en reflétant l’identité, la mission et le caractère distinctif de l’Institut.</p> <p>À compter de juin, le mode de fonctionnement visé est de s’appuyer seulement sur le plan d’établissement, accompagné d’une salle de pilotage stratégique, permettant le suivi rigoureux :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des indicateurs stratégiques de Santé Québec ; • Des projets structurants qui y sont rattachés ; • Des initiatives locales portées par les différentes directions. <p>Le plan a été retravaillé avec l’équipe de direction afin de choisir une terminologie, une structuration et des priorités qui répondent aux impératifs nationaux, tout en permettant aux équipes de s’y reconnaître et de s’y engager.</p> <p>Par ailleurs, chacune des initiatives locales sera déclinée en projets et suivis en salle de pilotage. Les membres des comités auront ainsi accès à une information détaillée sur l’évolution des chantiers, afin de pouvoir jouer pleinement leur rôle de questionnement stratégique et de création de valeur.</p> <p>Madame Jean-Gilles présente de bilan du jalon 2 du plan d’action stratégique de l’INPLPP. Une attention particulière est portée aux indicateurs en situation de vigilance. Des retards ont été signalés pour certains projets, notamment en raison de mouvements de personnel, mais des avancées concrètes ont également été soulignées, entre autres en matière de communautés de pratique et de cliniques spécialisées. Plusieurs indicateurs liés à l’expérience des employés, à la rétention, au taux d’invalidité et à la satisfaction des usagers demeurent sous surveillance, avec des actions correctrices en cours, notamment en lien avec la gestion de proximité, la sécurité psychologique, la formation et l’adaptation des outils de mesure à la réalité de la clientèle.</p>	

10.	<p>PLAN D'ÉTABLISSEMENT</p> <p>Madame Jean-Gilles présente les grandes orientations, les initiatives locales définies par les directeurs et les indicateurs qui feront l'objet d'un suivi régulier via les salles de pilotage. Ces salles permettront de concentrer le suivi sur les projets prioritaires contribuant directement à l'atteinte des indicateurs de Santé Québec et à ceux ayant un impact majeur pour l'organisation incluant ceux liés à la recherche.</p> <p>Le document sera examiné par chacun des comités du conseil d'administration d'établissement, dans une perspective d'harmonisation et de cohérence, en vue de formuler un avis au CAE. Une démarche d'appropriation par comité est prévue, permettant ainsi d'approfondir les chantiers relevant de leur champ de responsabilité, poser des questions et contribuer à la création de valeur. Cette approche vise à favoriser une intégration continue du plan d'établissement dans les travaux des comités et du CAE.</p>
11.	<p>POINTS D'INFORMATION</p> <p><i>11.1. Compte rendu du comité de vigilance et de la qualité</i></p> <p>Le comité s'est réuni le 28 janvier dernier, les sujets suivants ont été discutés :</p> <p>La commissaire locale aux plaintes et à la qualité des services a présenté un portrait global démontrant une amélioration continue de la situation par rapport aux années précédentes. Un léger sursaut a été observé en lien avec l'arrivée d'un nouveau grand utilisateur pour lequel les mécanismes d'accompagnement habituellement ont été appliqués. Il a été souligné que l'ensemble des recommandations récentes ont été mises en œuvre par l'équipe de direction, témoignant d'une collaboration étroite et soutenue. Les plaintes demeurent liées à des enjeux récurrents, notamment l'annulation des sorties et les relations interpersonnelles, des sujets qui continueront d'être approfondis au comité.</p> <p>Le tableau de bord stratégique du comité a également été présenté, mettant en évidence certains indicateurs sous surveillance, dont la satisfaction des usagers, le lavage des mains et le nettoyage des chambres, avec une légère amélioration observée pour ces derniers. L'accès aux activités sportives, incluant les matchs de hockey, demeure un projet en cours de réalisation.</p> <p>Le rapport sur la gestion des risques fait état d'une hausse du nombre d'incidents comparativement aux accidents, principalement liés à la gestion de la médication, sans qu'aucun enjeu majeur n'ait été identifié.</p> <p>Enfin, la politique sur les parloirs a été révisée ; une correction sera apportée afin de confirmer la durée de 75 minutes des parloirs, conformément aux pratiques antérieures. L'ensemble des points discutés reflète un suivi rigoureux et une volonté de poursuivre l'amélioration continue au sein de l'établissement.</p> <p><i>11.2. Compte rendu du comité de soutien à la gouvernance</i></p> <p>Le comité s'est réuni le 28 janvier dernier, les sujets suivants ont été discutés :</p>

Il a été convenu que le plan d'établissement ferait l'objet d'un avis formel, lequel a été déposé lors de la séance, suivi d'un exercice d'appropriation des initiatives dans chacun des comités en fonction de leur champ de responsabilité. Une discussion a ensuite porté sur les modalités de fonctionnement du CAE et des comités, en réaffirmant que le rôle central des comités est un rôle aviseur axé sur la création de valeur.

L'ajout d'un nouveau comité a été proposé et entériné (Mandat national et partenariat), tout comme le dépôt d'un ordre du jour type, arrimé au cycle annuel de gestion et aux grands processus organisationnels.

Le processus de cheminement d'un avis a également été discuté et sera revu.

Une discussion du profil recherché pour pourvoir les deux postes vacants d'administrateurs a eu lieu.

Enfin, la démarche ayant mené à la nomination du président du comité de révision a été rappelée, à la suite d'un appel de propositions concluant.

L'ensemble de ces échanges illustre pleinement le rôle aviseur du CAE, particulièrement important dans le contexte actuel de transformation organisationnelle, où cette instance constitue un lieu clé de réflexion et d'évolution de la gouvernance.

11.3. Compte rendu du comité sur la mission universitaire

Le comité s'est réuni le 21 janvier dernier, les sujets suivants ont été discutés :

Trois chercheurs réguliers : Yannick Charette, Audrey-Anne Dumais-Michaud et David Holmes, ainsi qu'une chercheuse associée, Marie-Hélène Goulet, ont été présentés. Leur implication au sein de l'Institut a été exposée par la direction de la recherche et de l'enseignement universitaire.

Les échanges ont également porté sur les démarches liées aux contrats d'affiliation universitaire. Le processus avec l'Université de Montréal est toujours en cours, notamment en ce qui concerne la finalisation et l'approbation des documents de référence, et fera l'objet d'un suivi ultérieur. Par ailleurs, une première entente a récemment été conclue avec l'Université du Québec à Trois-Rivières afin d'accueillir des infirmières praticiennes spécialisées en stage à l'Institut. Cette entente, d'une durée de deux ans, prévoit un encadrement assuré par des médecins, avec une possibilité d'implication future des IPS, et un bilan à la fin de la période.

Enfin, l'avancement du dossier de la désignation universitaire a été présenté. Bien que l'Institut porte le nom d'Institut, il est rappelé qu'il ne bénéficie pas encore d'un statut d'Institut universitaire, une reconnaissance jugée essentielle pour sa participation aux instances stratégiques. Malgré l'annulation récente du concours du FRQ et un certain flou entourant les échéanciers, un avis d'intention a été transmis au ministère dans les délais prescrits.

En parallèle, la direction de la recherche et de l'enseignement universitaire poursuit activement la préparation du dossier afin d'être prête lors du prochain appel. Une démarche de réflexion collective avec les chercheurs a été amorcée afin de mieux positionner les

	<p>forces et axes distinctifs de l'Institut, et la création éventuelle d'un groupe de travail ou d'un sous-comité dédié à cette reconnaissance a été évoquée.</p> <p><i>11.4. Activités de la Fondation</i></p> <p>La réunion du conseil d'administration de la Fondation a eu lieu ce jour, le 18 février 2026. En l'absence de madame Gagnon, monsieur Geneau fait le résumé des discussions.</p> <p>Monsieur Geneau a indiqué que la rédaction des projets, de la raison d'être et de la stratégie philanthropique de la Fondation est terminée, et que la liste des donateurs à solliciter pour la campagne majeure a été dressée.</p> <p>Une sollicitation auprès de grands donateurs, comme Molson sera faite et la Fondation est en démarche active de recrutement de porte-parole pour soutenir la campagne.</p> <p>La perte temporaire du statut d'organisme de charité de la Fondation empêche l'émission de reçus fiscaux pour les dons ; la situation devrait être résolue prochainement, probablement liée à des rapports non soumis.</p> <p>Il a été discuté que la Fondation Pinel est présente sur le site du marathon, permettant aux participants de courir pour la cause et de recevoir un reçu fiscal, bien que le processus soit géré par l'organisation du marathon elle-même.</p>
12.	<p>HUIS CLOS ENTRE LES ADMINISTRATEURS</p> <p>Une période de huis clos a lieu entre les administrateurs.</p>
13.	<p>LEVÉE DE LA RENCONTRE</p> <p>La réunion s'est terminée à 20 h 45</p>

(Original dument signé)

André Brunelle
Président du conseil d'administration d'établissement

PV-CAÉ_2026-02-18
Approuvé le 2026-04-22

(Original dument signé)

Benoit Geneau
Président-directeur général et secrétaire